

Les subsides

Le professeur Laxer, qui est sans doute lui-même néo-démocrate, déclare que si les entreprises manufacturières canadiennes avaient le choix entre un impôt sur les sociétés élevé si elles ne réinvestissaient pas utilement leurs bénéfices et un impôt plus faible si elles faisaient des investissements utiles, ce qui revient ni plus ni moins à des stimulants fiscaux et des échappatoires fiscales comme l'a dit le député d'en face, elles opteraient pour la deuxième solution.

Le professeur Laxer a ensuite donné son avis au NPD et je me joins à lui pour donner ce conseil . . .

M. Sargeant: Un conseil libéral.

M. MacLaren: . . . à ce parti qui semble totalement à court d'idées en ce moment. Le professeur Laxer recommande que les entreprises obtiennent des points fiscaux en moins, c'est à dire des stimulants fiscaux, si elles achètent de l'outillage canadien, si elles font de la recherche et du développement, utilisent de nouvelles techniques plus productives, forment des travailleurs à des emplois spécialisés et favorisent la promotion des femmes.

M. Kristiansen: Il y a le mot «si».

M. MacLaren: Notre système actuel de stimulants fiscaux prévoit tout cela.

M. Kristiansen: Il y a des concessions fiscales de toutes sortes.

M. MacLaren: Le député ne tient absolument pas compte de l'ensemble du problème s'il prétend que les stimulants fiscaux ont quelque chose de très répréhensible. Comme l'a dit le professeur Laxer, son parti se tient à l'écart de ce grand débat au sujet de l'avenir, ce qui n'est pas surprenant de sa part. Selon lui, il est temps que le parti affronte l'avenir et participe au débat.

Comme le député a quelque chose à dire, je l'exhorte à s'intéresser à nos problèmes économiques véritables. Au lieu de s'occuper comme toujours de la redistribution plutôt que de la production, qu'il nous dise s'il a des solutions à proposer pour adapter notre industrie extractive, notre industrie forestière et minière aux nouvelles technologies, aux nouveaux marchés et à la nouvelle concurrence.

M. Riis: Vous prenez l'argent pour le donner aux circonscriptions libérales.

M. MacLaren: Pourquoi son parti ne s'attaque-t-il pas à la question cruciale pour notre économie et notre société, l'adaptation de notre main-d'œuvre à la technologie de pointe?

M. Fulton: C'est vous qui formez le gouvernement et vous n'avez pas de politique.

M. MacLaren: Pourquoi le député d'en face ne parle-t-il pas de formation? Ne s'intéresse-t-il pas à cette question dans le contexte de notre économie?

M. Fulton: Voyons ce que vous préconisez.

M. MacLaren: Fait plus important, nous prenons toutes ces mesures . . .

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Je signale aux députés qui sont tout à fait à ma gauche qu'ils pourront poser leurs questions et faire leurs observations dans quelques instants. Ils devraient respecter le silence pendant le discours du ministre.

M. MacLaren: Nous préconisons autre chose, du côté ministériel. Nous reconnaissons le fait qu'à l'avenir, la croissance de l'économie canadienne dépendra directement de notre compétitivité à l'échelle internationale. Notre aptitude à produire plus efficacement des biens et des services sera le véritable instrument de notre prospérité. C'est pourquoi nous avons instauré des méthodes permettant aux milieux patronal et syndical ainsi qu'au gouvernement de se consulter et de collaborer en vue de trouver des moyens nouveaux et passionnants. Voilà notre réponse aux questions que le député a voulu soulever ce matin, sans aucun succès toutefois.

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais interroger le ministre à propos d'une critique qu'il a faite à l'endroit de notre parti. Nous n'avons jamais prétendu qu'il suffisait d'augmenter la consommation pour relancer l'emploi. Nous disons plutôt, en ce qui concerne les encouragements fiscaux et l'imposition des sociétés, que les largesses maladroites n'améliorent pas du tout la productivité.

Chaque jour, le gouvernement et les industriels répètent aux Canadiens qu'il faut améliorer la productivité afin de créer des emplois. Là-dessus, j'ai des exemples précis à signaler au ministre. Bell Canada vient de dépenser des centaines de millions de dollars pour acheter Trans-Canada Pipelines. Depuis quelques années, la société Edper a fait l'acquisition de la Brascan, de la Noranda, de certaines compagnies de fiducie et d'autres d'assurances. Si cette société a pu faire de telles transactions, c'est que les échappatoires des mesures fiscales lui ont permis d'accumuler le capital nécessaire.

• (1200)

Je voudrais bien que le ministre nous dise combien de ces mainmises ont permis de créer ne serait-ce qu'un seul nouvel emploi, ou encore d'améliorer la productivité. Ce sont les intérêts qui détiennent ces entreprises qui en ont été considérablement avantagés. Car l'actif de leurs établissements s'en est accru. Mais en quoi les mainmises elles-mêmes ont-elles amélioré la situation économique? En quoi ont-elles augmenté la productivité et permis de créer ne serait-ce qu'un seul nouvel emploi?

M. MacLaren: Monsieur le Président, le député semble avoir des préjugés défavorables envers les grandes entreprises. Je n'y vois aucun inconvénient. Il a droit à ses opinions. De ce côté-ci, toutefois, nous savons que la société canadienne entière peut bénéficier autant des grandes que des petites entreprises. Les nombreuses fusions et mainmises qui ont été effectuées dans le passé peuvent, dans certains cas, paraître à leurs détracteurs d'un avantage limité pour la population. D'autres peuvent apparaître comme rapportant des avantages certains. La fusion et la consolidation des sociétés peut favoriser la synergie, et permettre de trouver de nouvelles sources de capitaux à investir. Les mesures politiques tendant à encourager les fusions et les rachats peuvent améliorer la compétitivité de nos entreprises face aux grandes sociétés étrangères. Il y a quelques années de cela, la Commission royale d'enquête Bryce avait étudié à fond la question des fusions et des mainmises et leurs conséquences sur l'économie canadienne.